



RAPPORT DE SUIVI TERRAIN DANS LA PROVINCE DU KASAI ORIENTAL

PROJET : PIREDD KORLOM

PERIODE : AVRIL 2026

Sigles et Abréviations

N°	Sigles et Abréviations	Définitions
01	CLD	Comité Local de Développement
02	GTCRR	Groupe de Travail Climat REDD-Rénové
03	REDD	Reduction de Gaz à Effet de serre lié à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts
04	CIFOR	Centre de recherche forestière internationale
05	PA	Peuples Autochtones
06	PIREDD	Projet Intégré REDD
07	MGPR	Mécanisme de Gestion des Plaintes et Recours
08	PTA	Plan de Travail Annuel
09	KORLOM	Kasai Oriental et Lomami
10	SC REDD	Projet d'Appui à la société civile pour un suivi décentralisé des projets et programmes REDD
11	FONAREDD	Fond National REDD
12	CAFI	Initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (Central African Forest Initiative)



Table des matières

RESUME LIE AU SUIVI REDD	4
INTRODUCTION	5
Contexte	5
Objectif.....	6
Résultats attendus	6
METHODOLOGIE DU SUIVI	7
Cible	7
Méthode de collecte de données.....	7
Outils de collecte de données.....	8
Equipe impliquée dans le Suivi REDD.....	8
RESULTATS ATTEINTS	9
CONCLUSION	16
DEFIS DU SUIVI TERRAIN	17
RECOMMANDATIONS	18
AU BAILLEUR	18
A L'AGENCE DE MISE EN ŒUVRE.....	18
A L'EQUIPE DE SUIVI GTCRR.....	19
AU PARTENAIRE DU GTCRR (CIFOR).....	19
ANNEXE	20
1. OUTIL DE COLLECTE DE DONNEES	20
2. PHOTOS DU TERRAIN	20

RESUME LIE AU SUIVI REDD

La mission de suivi-évaluation REDD+ conduite dans le territoire de Tshilenge est liée au projet PIREDD/KORLOM mis en œuvre depuis octobre 2024 par ENABEL. Cette mission s'inscrit donc dans la dynamique nationale de suivi décentralisé des initiatives REDD+, appuyée par le Projet SC-REDD mis en œuvre par le CIFOR en collaboration avec le GTCRR sous le Financement de CAFI et FONAREDD. Cette mission avait pour objectif principal d'apprécier de manière participative et objective l'état d'avancement du projet, tout en renforçant la redevabilité, la transparence et l'efficacité du suivi REDD+ au niveau local.

Les résultats du suivi ont mis en évidence un retard significatif dans la mise en œuvre des activités prévues, avec une faible visibilité des actions sur le terrain, tant au niveau des autorités locales que des communautés bénéficiaires. Les interventions observées demeurent ponctuelles et limitées, notamment l'appui en plantules de palmier à huile dans un nombre restreint de villages, sans encadrement technique ni suivi structuré. Cette situation limite l'impact attendu du projet sur la réduction de la déforestation et l'amélioration des conditions de vie des populations locales.

Le suivi a également révélé une faible opérationnalité des mécanismes de gouvernance locale, en particulier des Comités Locaux de Développement (CLD). Bien que toutes les 14 structures prévues dans le territoire de Tshilenge aient été mises en place formellement par l'élection de leurs membres, leur fonctionnement reste fragile en raison de l'absence de formation continue, d'un accompagnement technique régulier et d'une coordination efficace avec les autorités territoriales et l'équipe du projet.

En parallèle, la mission a permis de recueillir les perceptions des autorités territoriales, des services techniques de l'État et des communautés locales, qui convergent vers un constat de décalage entre les attentes générées par le projet et les réalisations effectives.

Sur le plan du suivi REDD+, la mission a toutefois contribué à un renforcement des capacités des acteurs locaux et des Organisations de la Société Civile membres du GTCRR, notamment en matière de suivi-évaluation, de gouvernance REDD+, de sauvegardes environnementales et sociales, ainsi que de mécanismes de gestion des plaintes et recours (MGPR) du projet SC RDD. L'utilisation des outils développés par le CIFOR, dont l'outil de gouvernance « Où en sommes-nous ? », a permis de discuter sur les thématiques de gouvernance du réseau tout en collectant les points d'amélioration et du projet SC REDD pour un suivi indépendant et efficace.

En conclusion, le suivi REDD+ du projet PIREDD/KORLOM dans le territoire de Tshilenge a permis de documenter l'état réel de mise en œuvre du projet dans deux villages sur 14, d'identifier les principaux défis opérationnels et institutionnels, et de formuler des recommandations orientées vers une relance effective et participative des activités. La consolidation du suivi décentralisé, l'opérationnalisation des mécanismes de gouvernance locale et la mise en œuvre rapide d'actions visibles à impact constituent des conditions essentielles pour garantir l'atteinte des objectifs REDD+ et restaurer la confiance des communautés bénéficiaires.



INTRODUCTION

Contexte

La République Démocratique du Congo (RDC) s'est engagée depuis plusieurs années dans la mise en œuvre du mécanisme REDD+, comme levier stratégique de lutte contre la déforestation, d'atténuation du changement climatique et de promotion du développement durable. Dans cette dynamique, plusieurs projets et programmes REDD, notamment le projet PIREDD/KORLOM, sont mis en œuvre au niveau provincial et territorial, avec pour ambition d'améliorer les conditions de vie des communautés locales tout en préservant les écosystèmes forestiers.

Toutefois, l'efficacité et la durabilité des initiatives REDD+ reposent en grande partie sur la qualité du suivi-évaluation, la participation active de la société civile et l'appropriation locale des mécanismes de gouvernance environnementale. C'est dans ce cadre que le Centre de Recherche Forestière Internationale (CIFOR), avec l'appui du financement CAFI-FONAREDD, accompagne le Groupe de Travail Climat REDD+ (GTCRR) à travers le projet « Appui de la Société Civile pour un suivi décentralisé des projets/programmes REDD+ (SC-REDD) ».

Ce projet vise, sur une période de trois ans, à renforcer les capacités des Organisations de la Société Civile (OSC) membres du GTCRR afin qu'elles puissent exercer, de manière autonome, crédible et efficace, leur rôle d'acteurs clés du suivi, de la redevabilité et de l'influence des politiques publiques liées au climat et à la gestion durable des forêts, depuis le niveau local jusqu'au niveau national.

Dans ce contexte, des visites de terrain trimestrielles, combinant missions de suivi-évaluation et formations pratiques, sont organisées dans différentes provinces ciblées. Ces missions constituent à la fois des espaces d'apprentissage, de collecte d'informations factuelles sur l'état d'avancement des projets REDD+, et des cadres de renforcement de la gouvernance décentralisée.

C'est dans cette logique qu'une mission conjointe de suivi-évaluation et de renforcement des capacités, conduite par le GTCRR et CIFOR, a été organisée au mois d'avril 2026 dans les provinces du Kasai-Oriental et de Lomami, couvrant notamment le projet PIREDD/KORLOM et ciblant le territoire de Tshilenge du Kasai Oriental. Cette mission s'inscrivait à la fois dans la mise en œuvre du Plan de Travail Annuel (PTA) du projet SC-REDD et dans la nécessité de disposer d'un état des lieux objectif, participatif et documenté de la mise en œuvre des activités sur le terrain.

Ainsi, le présent rapport s'inscrit comme un outil d'analyse, de redevabilité et d'aide à la décision, destiné à informer les partenaires techniques et financiers, les organes de gouvernance REDD+, ainsi que les acteurs locaux, sur l'état réel de mise en œuvre du projet PIREDD/KORLOM dans le territoire de Tshilenge, tout en proposant des pistes d'amélioration pour une relance efficace et participative des interventions.

Apprécier de manière participative et objective l'état d'avancement de la mise en œuvre du projet PIREDD/KORLOM dans la province du Kasai Oriental, en vue de renforcer la redevabilité, l'efficacité du suivi-évaluation et l'impact des interventions REDD+, à travers l'implication des autorités locales, des organisations de la société civile et des communautés bénéficiaires.

Objectifs spécifiques

La mission visait spécifiquement à :

- Évaluer le niveau d'exécution des activités prévues du projet PIREDD/KORLOM au niveau territorial et communautaire ;
- Vérifier la mise en place, le fonctionnement et l'opérationnalité des structures locales de gouvernance, notamment les Comités Locaux de Développement (CLD) ;
- Recueillir les perceptions et appréciations des autorités territoriales, des services techniques de l'État et des communautés locales sur la mise en œuvre du projet ;
- Identifier les contraintes institutionnelles, techniques et opérationnelles affectant l'exécution du projet ;
- Apprécier le niveau de participation de la société civile dans le suivi décentralisé des initiatives REDD+, conformément aux objectifs du projet SC-REDD ;
- Renforcer les capacités pratiques des acteurs locaux et des membres du GTCRR en matière de suivi-évaluation, de gouvernance REDD+, de sauvegardes et de mécanismes de gestion des plaintes et recours (MGPR) ;
- Formuler des recommandations opérationnelles à court, moyen et long terme, destinées à améliorer la performance, la visibilité et l'impact environnemental du projet.

Résultats attendus

- L'état d'avancement de la mise en œuvre du projet PIREDD/KORLOM dans le territoire de Tshilenge est évalué, mettant en évidence un retard significatif dans l'exécution des activités prévues.
- Le niveau de viabilité des Comités Locaux de Développement (CLD) mis en place dans le cadre du dit projet est vérifié par la société civile environnementale,
- Les perceptions et appréciations des autorités territoriales, des services techniques et des communautés locales sont recueillies, permettant de révéler le décalage pouvant exister entre les attentes et les réalisations du projet.
- Les principales contraintes institutionnelles, techniques et opérationnelles affectant l'exécution du projet sont identifiées.
- Le niveau de participation de la société civile dans le suivi décentralisé des initiatives REDD+ est apprécié, confirmant une implication existante nécessitant un renforcement.



- Les capacités pratiques des acteurs locaux et des membres du GTCRR sont renforcées en suivi-évaluation, gouvernance REDD+, principes de sauvegardes, mécanismes de gestion des plaintes et recours (MGPR) et en principes de communications.
- Des recommandations opérationnelles à court, moyen et long terme sont formulées afin d'améliorer la performance, la visibilité et l'impact socio-économique et environnemental du projet.

METHODOLOGIE DU SUIVI

Cible

De trois territoires bénéficiaires du projet dans la province du Kasai Oriental, seul le territoire de Tshilenge a été tiré dans le cadre de cette activité de suivi. Ce choix a été lié à l'accessibilité de la zone, au temps imparti de la mission et au moyen logistique disponibilisé dans le cadre de la mission.

Ce suivi REDD a principalement ciblé les groupes et acteurs suivants :

- Les autorités territoriales du territoire de Tshilenge tiré pour échantillon ;
- Les services techniques de l'État, notamment ceux en charge de l'Environnement, de l'agriculture, du Développement rural et du Foncier/Cadastre ;
- Les Organisations de la Société Civile (OSC) membres du GTCRR impliquées dans le suivi décentralisé des initiatives REDD+ ;
- Les Comités Locaux de Développement (CLD) installés dans les villages concernés par le projet ;
- Les communautés locales bénéficiaires directes du projet PIREDD/KORLOM, incluant les leaders communautaires, les femmes, les Peuples Autochtones (PA) et les jeunes.

Méthode de collecte de données

Dans le cadre de la mission de suivi-évaluation du projet PIREDD/KORLOM dans le territoire de Tshilenge, l'équipe du suivi a effectué des visites de terrain dans les villages de Bakwa Kalonji et Bena Mbuyi.

La collecte des données lors de la mission de suivi du projet PIREDD/KORLOM dans le territoire de Tshilenge s'est appuyée sur une approche qualitative mettant l'accent sur la participation et l'inclusion des bénéficiaires du projet et différentes couches communautaires, afin de garantir la fiabilité, la diversité et la triangulation des informations recueillies. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Entretiens semi-structurés** avec les autorités territoriales, les services techniques de l'État (Environnement, Développement rural, Foncier/Cadastre) et les responsables locaux, afin de recueillir leurs perceptions, appréciations et informations institutionnelles sur la mise en œuvre du projet ;

- **Discussions de groupe et échanges communautaires** avec les membres des Comités Locaux de Développement (CLD) et les bénéficiaires directs du projet, permettant de collecter les points de vue communautaires et d'apprécier le niveau d'appropriation locale des interventions ;
- **Observation directe sur le terrain**, à travers des visites dans des villages échantillons, afin de vérifier l'existence et la visibilité des réalisations, ainsi que l'état des sites d'intervention du projet.

Outils de collecte de données

Grace à l'outil de Suivi disponible au sein de la coordination provinciale du GTCRR, l'Equipe impliquée dans la mission de suivi-évaluation du projet PIREDD/KORLOM dans le territoire de Tshilenge a développé un guide d'entretien participatif, qui a permis la collecte de données auprès de la cible. Ce Guide d'entretien semi-structuré, a été utilisé lors des échanges avec les autorités territoriales, les services techniques de l'État et les leaders communautaires et a été adapté pour les CLD et les membres des communautés rencontrés.

Equipe impliquée dans le Suivi REDD

La mission de suivi du projet PIREDD/KORLOM dans le territoire de Tshilenge a été conduite par une équipe pluridisciplinaire, composée des acteurs suivants :

- **L'équipe technique du CIFOR**, chargée de l'orientation méthodologique du suivi-évaluation, de l'utilisation des outils de suivi, du renforcement des capacités et de l'analyse des résultats ;
- **La coordination nationale du Groupe de Travail Climat REDD+ (GTCRR)**, assurant le relai entre le niveau provincial et national, tant pour le plaidoyer que le suivi et l'accompagnement techniques des coordinations provinciales ;
- **La coordination provinciale du GTCRR**, assurant l'appui organisationnel, la facilitation des activités de terrain et la liaison avec les autorités locales ;
- **Les autorités territoriales du territoire de Tshilenge**, notamment l'Administratrice du Territoire, ayant accompagné la mission et facilité l'accès aux communautés et aux services techniques ;
- **Les services techniques de l'État** (Environnement, Développement rural, Foncier/Cadastre), associés aux travaux de suivi pour apporter leur expertise sectorielle et valider certains constats ;
- **Les représentants des Organisations de la Société Civile (OSC)** membres du GTCRR au niveau local, impliqués dans la collecte des données, les visites de terrain et les échanges communautaires ;
- **Les leaders communautaires et membres des Comités Locaux de Développement (CLD)**, mobilisés comme acteurs clés dans le processus participatif de suivi-évaluation.

RESULTATS ATTEINTS

Section 2. Niveau de connaissance et compréhension du PIREDD KORLOM

Les échanges menés avec les autorités territoriales, les services techniques de l'État, les Comités Locaux de Développement (CLD) ainsi que les communautés locales dans le territoire de Tshilenge ont permis d'apprécier le niveau de connaissance et de compréhension du projet.

2.1. Au niveau des autorités territoriales et services techniques

L'Administratrice du Territoire et les services techniques concernés (Environnement, Développement Rural, Foncier/Cadastre) disposent d'une connaissance générale de l'existence du projet PIREDD KORLOM et de ses objectifs globaux liés au développement local et à la réduction de la déforestation. Les autorités territoriales rencontrées ont relevé leur niveau d'implication dans la mise en œuvre du projet notamment dans les activités de renforcement des capacités dans la gouvernance, de développement durable, en agriculture, en identifications des zones, ... ainsi que lors des missions de Suivi et mises en place des cadres de concertation (CLD). Toutefois, cette connaissance reste limitée en ce qui concerne les activités concrètes prévues, leur calendrier de mise en œuvre et le niveau réel d'exécution. Les autorités ont souligné une faible visibilité des actions du projet sur le terrain, ce qui limite leur capacité à assurer un accompagnement technique effectif et un suivi rapproché.

2.2. Au niveau des Comités Locaux de Développement (CLD)

Les membres des CLD rencontrés connaissent le projet principalement à travers leur mise en place institutionnelle et les actions ponctuelles réalisées, notamment la distribution de plantules de palmier à huile dans 5 villages sur 14 villages bénéficiaires du projet. Cependant, la mission a mis en évidence une compréhension partielle et parfois imprécise des rôles, responsabilités et mécanismes de fonctionnement des CLD dans le cadre du projet. Cette situation est accentuée par l'absence d'encadrement technique régulier, de formations continues et d'activités structurantes depuis leur installation et le cadre juridique (Statut et ROI notariés).

2.3. Au niveau des communautés locales

Au sein des communautés locales, le projet PIREDD KORLOM est largement connu de nom, mais sa compréhension opérationnelle demeure faible. Les communautés associent le projet à des attentes élevées d'amélioration des conditions de vie, notamment à travers l'agriculture, l'agroforesterie, la construction des structures de santé, de l'Education et d'eau, Hygiène et assainissement ; le reboisement et les activités génératrices de revenus. En revanche, l'absence d'activités visibles et régulières sur le terrain a entraîné un décalage entre les attentes communautaires et les réalisations effectives, donnant lieu à une perception du projet en phase de démarrage ou non encore opérationnel.

2.4. Appréciation globale

De manière générale, le niveau de connaissance et de compréhension du projet PIREDD KORLOM dans le territoire de Tshilenge peut être qualifié de partiel et inégal selon les catégories d'acteurs. Si les objectifs généraux du projet sont connus, les modalités pratiques de mise en œuvre, les responsabilités des structures locales et les mécanismes de suivi restent insuffisamment maîtrisés par les parties prenantes, soulignant la nécessité de renforcer la communication, la sensibilisation et l'accompagnement technique sur le terrain.

Section 3. Niveau d'exécution des activités du projet

L'évaluation du niveau d'exécution des activités du projet PIREDD/KORLOM dans le territoire de Tshilenge s'est appuyée sur les échanges avec les autorités territoriales, les services techniques de l'État, les Comités Locaux de Développement (CLD) ainsi que les communautés locales, complétés par des observations directes lors des visites de terrain dans les villages échantillons.

3.1. État d'avancement global des activités

De manière générale, la mission de suivi diligenté dans le territoire de Tshilenge a mis en évidence un retard significatif dans l'exécution des activités prévues du projet PIREDD/KORLOM. Les actions programmées, notamment celles liées à l'agriculture durable, à l'agroforesterie, au reboisement et aux activités génératrices de revenus, ne sont pas encore mises en œuvre de manière visible, régulière et structurée sur le terrain. Les membres de la communauté rencontrés y compris les chefs de village ont affirmé qu'ils ne vivent que des différentes promesses du projet, des réunions infinies des staffs d'Enabel (confirmé par le CLD de Bena Mbuyi) sans passer en action. Le chef de village a fustigé « *Moi je commence à avoir même des problèmes avec ma communauté que j'avais déjà mobilisée dans le cadre du projet PIREDD KORLOM. Depuis qu'on a fini des formations et sensibilisation, j'avais fait passer le message qu'il y a un projet qui vient et qu'ils doivent être prêts à l'accueillir. Certains mêmes avaient déjà commencé à laisser des espaces tout en adoptant certaines pratiques de l'agriculture, ils commencent à me déranger et me demander où on est avec le projet. D'ailleurs le coordo du GTCRR est témoin, il était parmi l'équipe qui était passée nous sensibiliser sur les activités que le projet va implémenter dans mon village dans le cadre de la déforestation.* »

Les autorités territoriales et les services techniques ont indiqué que, malgré la connaissance de l'existence du projet, aucune activité majeure et continue n'a été observée à ce jour, ce qui limite l'impact attendu sur les conditions de vie des communautés bénéficiaires. Ces mêmes autorités ont affirmé que seuls 5 villages sur les 14 bénéficiaires du territoire ont bénéficié des pépinières des palmiers à Huile même si tous ces villages ont déjà des CLD implémentés depuis octobre 2024.

Selon le représentant du projet au sein d'ENABEL rencontré, il a affirmé la connaissance de ce rapport, lié à l'identification des villages et sites d'intervention qui a pris du temps, en plus des procédures internes qui doivent être respectées dans le cadre du recrutement des structures communautaires qui doivent accompagner le projet, et l'inexistence dans les territoires du service de notariat. Enabel a montré que des stratégies sont en cours pour rattraper le retard connu par le projet et qui est reconnu par le bailleur FONAREDD.

3.2. Activités réalisées et partiellement exécutées

La mission a relevé que, sur les 14 villages initialement ciblés par le projet, seuls 5 villages (villages de Bena Tshinanu, Bena Kayemba, Bena Tshimanga, Bena Ndaya, Bena Ntumba et Bena Mukunza) ont bénéficié d'un appui ponctuel, consistant en la distribution d'environ 2 000 plantules pré-germées de palmier à huile. Toutefois, cet appui demeure isolé et non accompagné d'un dispositif de suivi technique, de formation ou d'encadrement des bénéficiaires, ce qui compromet la durabilité et l'efficacité de l'action. En dehors de cette intervention limitée, aucune autre activité structurante de développement n'a été observée dans les villages visités.

3.3. Mise en œuvre à travers les structures locales

Les Comités Locaux de Développement (CLD), bien que formellement installés dans certains villages, ne constituent pas à ce stade des cadres effectifs de mise en œuvre des activités. Leur faible fonctionnalité et l'absence d'activités concrètes expliquent en partie le faible niveau d'exécution des actions sur le terrain. Cette situation est attribuée notamment à l'absence d'accompagnement technique et organisationnel, ainsi qu'au manque de ressources et orientations opérationnelles claires depuis leur mise en place. Il reste à signaler que sur l'ensemble de la province du Kasai Oriental, 3 territoires sont bénéficiaires du projet avec 42 CLD qui devraient être installés représentant 42 villages bénéficiaires du projet PIREDD KORLOM, mais seulement 30 CLD sont déjà installés soit 71, 4%. L'Installation et l'accompagnement de ces CLD étaient une tâche attribuée aux structures communautaires à recruter par le projet, malheureusement qu'ils sont installés par l'équipe d'ENABEL elle-même par suite du retard du recrutement.

Rappelons que le projet KORLOM appuie la planification, la gouvernance et la mise en œuvre de l'aménagement du territoire à travers la mise en place de 102 Comités Locaux de Développement (CLD) et l'élaboration de 102 PSAT (Plans Simplifiés d'Aménagement du Territoire), 7 PLAT et 2 PPAT (Plan Provincial d'Aménagement du Territoire). Il soutient également les plateformes de concertation aux différentes échelles du territoire. Il finance des équipements, infrastructures et/ou réhabilitation au bénéfice des STD (Service Technique Déconcentré), des secteurs et territoires et des chaînes de valeur. Il appuiera la concertation entre les acteurs de la REDD aux différentes échelles. Selon les plans d'aménagement du territoire élaborés, il mobilise des mécanismes de PSE (Païement pour Services Environnementaux) pour assurer la mise en défens de 21 000 ha de savane et forêt, le reboisement en bois-énergie de 3600 ha contribuant à l'approvisionnement des centres-urbains tel que Mbujimayi et Kabinda, l'appui à la foresterie communautaire (200 ha plantés en espèces multiples) et la plantation de 2 900 ha de cultures pérennes. Le système de Paiement pour Services Environnementaux permet également la promotion de la régénération naturelle assistée sur 1 000 ha de cultures annuelles. Enfin 500 ha de modèles agroforestiers devraient être mis en place, dans des champs écoles paysans (CEP) et au sein d'instituts de formation / recherche / conseil agricole¹

¹ Prodoc PIREDD KORLOM page 2

3.4. Perception communautaire de l'exécution des activités

Les communautés locales rencontrées ont exprimé une forte attente vis-à-vis du projet, associant le PIREDD/KORLOM à des perspectives d'amélioration de leurs conditions de vie. Néanmoins, en raison de la faible matérialisation des activités, le projet est perçu comme étant en phase de démarrage prolongé ou non encore opérationnel. Ce décalage entre les attentes initiales et la réalité observée sur le terrain constitue un risque pour la motivation communautaire et l'appropriation future du projet.

Les membres de la communauté de Bena Kalonji, dans le Groupement de Bena Nkongolo, ont montré qu'il y a des facteurs que le projet devrait intégrer dans l'exécution du projet pour sa mise en œuvre plus durable notamment l'installation des points d'eau dans le village, où il faut faire plus de 5 km pour puiser de l'eau à la source la plus proche tel que dit par un participant : « Ce facteur d'installation des sources d'eau au sein de notre village reste important et peut affecter négativement certaines activités du projet comme des pépinières à arroser 2 fois par jour. Nous faisons 5 km à pied pour puiser de l'eau. Ça sera difficile pour trouver de l'eau à utiliser pour arroser les pépinières installées dans notre village. »

Section 4. Fonctionnement des mécanismes de gouvernance locale

L'analyse du fonctionnement des mécanismes de gouvernance locale dans le cadre du projet PIREDD/KORLOM s'est principalement focalisée sur les Comités Locaux de Développement (CLD), ainsi que l'existence des mécanismes de gestion de plaintes et recours. Les CLD étant de structures censées jouer un rôle central dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités au niveau communautaire et la collecte et orientation de certaines plaintes au sein des communautés.

4.1. Mise en place des mécanismes de gouvernance locale

La mission de suivi du projet PIREDD KORLOM a permis de constater que des Comités Locaux de Développement (CLD) ont effectivement été mis en place dans certains villages du territoire de Tshilenge, traduisant une volonté initiale du projet d'instaurer des structures locales de gouvernance participative. Toutefois, les 14 villages initialement ciblés par le projet, ont fait l'objet d'une intervention concrète liée à l'installation ou à l'appui des CLD, notamment à travers la distribution de plantules de palmier à huile.

4.2. Fonctionnement et opérationnalité des CLD

Malgré leur mise en place formelle, les CLD observés lors de la mission sont jugés faiblement fonctionnels, voire non opérationnels. Les constats suivants ont été relevés :

- Absence de réunions régulières et de plans d'actions communautaires formalisés ;
- Faible maîtrise des rôles et responsabilités des membres des CLD ;
- Absence d'activités visibles et structurées conduites sous la coordination des CLD ;
- Manque d'encadrement technique et organisationnel depuis leur installation.
- Manque de statut légalisé auprès des instances territoriales habilitées.

Cette situation limite la capacité des CLD à jouer pleinement leur rôle de mécanismes locaux de gouvernance, de concertation et de relais du projet auprès des communautés bénéficiaires.

4.3. Relations entre les CLD, les autorités locales et le projet

Les autorités territoriales et les services techniques de l'État ont affirmé leur disponibilité à accompagner les mécanismes de gouvernance locale, mais ont également souligné un manque de coordination opérationnelle et de communication régulière entre l'équipe du projet, les CLD et l'administration territoriale. L'absence d'un cadre structuré d'échanges et d'accompagnement continu a contribué à l'affaiblissement du fonctionnement des CLD et à une faible appropriation locale des mécanismes de gouvernance mis en place par le projet.

4.4. Existence du Mécanisme de Gestion des Plaintes et Recours (MGPR)

La 2^e LOI signée entre CAFI et le gouvernement de la RDC recommande à toute Agence de mise œuvre des projets et Programmes REDD sous le financement CAFI-FONAREDD de mettre en place un mécanisme permettant aux bénéficiaires de partager leurs points de vue, plaintes recommandations sur le projet. Après près de 2 ans de mise en œuvre du projet PIREDD KORLOM (Octobre 2024 à avril 2026), le mécanisme de gestion de plaintes et recours n'existe pas encore au sein des villages visités dans le territoire de Tshilenge (il est prévu pour le S1 2026). Les membres de communauté, les membres de CLD, les Autorités locales n'ont des moyens de communiquer sur le projet en particulier à travers le retard observé sur les projets, les Incidents des pépinières brûlées dans les villages, voir toute autre dysfonctionnement constaté sur le projet.

Section 5. Difficultés et défis rencontrés par les communautés impliquées dans la mise en œuvre du projet sur le terrain

La mission de suivi-évaluation conduite dans le territoire de Tshilenge a permis d'identifier plusieurs difficultés et défis majeurs rencontrés par les communautés locales, les leaders locaux et territoriaux dans la mise en œuvre du projet PIREDD/KORLOM. Ces défis affectent directement l'appropriation du projet, la mobilisation communautaire et l'atteinte des résultats attendus.

5.1. Faible visibilité des activités du projet

L'une des principales difficultés relevées par les communautés est la faible visibilité des activités du projet sur le terrain. En dehors de quelques actions ponctuelles, notamment la distribution de plantules de palmier à huile dans certains villages, les communautés ne perçoivent pas d'interventions continues ou structurées du projet.

5.2. Retard dans le démarrage effectif des activités génératrices d'impact

Les communautés locales expriment un retard important dans le lancement des activités susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie, telles que l'agriculture durable, l'agroforesterie, le reboisement et les activités génératrices de revenus. Ce retard limite les bénéfices directs attendus par les ménages et freine l'adhésion communautaire aux objectifs du projet.

5.3. Faible fonctionnalité des structures communautaires

Les Comités Locaux de Développement (CLD), censés servir de relais du projet au niveau communautaire, sont confrontés à des difficultés liées à leur faible opérationnalité. Les membres des CLD soulignent l'absence d'animation régulière, de formations pratiques et d'encadrement technique, ce qui empêche les CLD de jouer pleinement leur rôle dans la coordination et la mise en œuvre des activités du projet.

5.4. Insuffisance de communication et d'information

Les communautés rencontrées font état d'une insuffisance d'informations claires et régulières sur les objectifs spécifiques du projet, les activités prévues, le calendrier de mise en œuvre et les responsabilités des différentes parties prenantes. Ce manque de communication contribue à des attentes parfois irréalistes, à des incompréhensions et à une appropriation limitée du projet.

5.5. Risque de démotivation et de perte de confiance

L'absence de résultats visibles et le décalage entre les attentes initiales et les réalisations actuelles exposent les communautés à un risque croissant de démotivation. Certaines communautés ont exprimé des inquiétudes quant à une éventuelle perte de confiance vis-à-vis du projet si les activités ne sont pas rapidement relancées de manière concrète et participative.

Section 6 : Constats majeures selon l'équipe du Suivi

Sur base des entretiens menés avec les autorités territoriales, les services techniques de l'État, les Comités Locaux de Développement (CLD), les communautés locales ainsi que des observations directes effectuées sur le terrain, l'équipe conjointe de suivi-évaluation (GTCRR–CIFOR) a dégagé les constats majeurs suivants :

1. **Retard significatif dans la mise en œuvre du projet :** Le projet PIREDD/KORLOM accuse un retard important (Octobre 2024 à avril 2026) dans l'exécution des activités prévues, avec une matérialisation limitée des actions sur le terrain au moment de la mission.
2. **Faible visibilité des activités auprès des parties prenantes locales :** Les activités du projet sont peu visibles tant au niveau des autorités territoriales que des communautés locales, ce qui affecte la perception générale du projet et limite son appropriation. En plus, les panneaux de visibilité dans les villages sont presque inexistant.
3. **Exécution partielle des activités prévues :** Sur les quatorze villages ciblés, seules des interventions ponctuelles ont été réalisées dans cinq villages, notamment la distribution de plantules de palmier à huile, sans encadrement technique ni suivi structuré.
4. **Faible fonctionnalité des mécanismes de gouvernance locale (CLD) :** Bien que mis en place formellement, les Comités Locaux de Développement (CLD) sont majoritairement non opérationnels, sans plan d'action, ni animation régulière, ni accompagnement technique, ni statuts notariés.



5. **Insuffisance de coordination opérationnelle sur le terrain :** Un manque de coordination régulière est constaté entre l'équipe du projet, les CLD, les autorités territoriales et les services techniques, ce qui freine la mise en œuvre effective des activités ainsi que les dégâts d'incendie dans certains villages le cas du village de Kayemba Tshimanga.
6. **Décalage entre les attentes communautaires et les réalisations du projet :** Les communautés locales nourrissent de fortes attentes en matière d'amélioration des conditions de vie, mais constatent peu de retombées concrètes du projet, créant un écart significatif entre attentes et réalisations.
7. **Risque de démotivation et de perte de confiance des communautés :** L'absence d'activités visibles et de résultats concrets expose le projet à un risque croissant de démotivation et de perte de confiance de la part des bénéficiaires.

Présence d'un cadre institutionnel de base à renforcer : Malgré les faiblesses constatées, l'existence des CLD et la disponibilité des autorités locales constituent des acquis institutionnels susceptibles d'être consolidés pour relancer efficacement le projet.

CONCLUSION

La mission conjointe de suivi du projet PIREDD/KORLOM menée dans le territoire de Tshilenge a permis d'établir un diagnostic clair et partagé de l'état de mise en œuvre du projet. Les constats issus des échanges avec les autorités territoriales, les services techniques, les structures communautaires et les bénéficiaires mettent en évidence un retard significatif dans l'exécution des activités prévues, caractérisé par une faible visibilité des actions sur le terrain et des résultats encore peu perceptibles pour les communautés locales.

Bien que des bases institutionnelles aient été posées, notamment à travers la mise en place des Comités Locaux de Développement (CLD) et la disponibilité des autorités locales à accompagner le projet, ces mécanismes demeurent faiblement opérationnels en l'absence d'un encadrement technique régulier et d'une coordination de proximité. Ce niveau d'exécution contribue à un décalage entre les attentes élevées des communautés et les réalisations effectives, exposant le projet à des risques de démotivation et de perte de confiance de la part des communautés bénéficiaires. Des efforts du Projet PIREDD KORLOM ont été également documentés bien qu'ils ne soient pas suffisants notamment le lancement des offres des structures locales, le relèvement des activités liées aux structures et mise en œuvre par les agents d'ENABEL, l'identification des villages bénéficiaires avec implication des autorités locales, les membres de la société civile ainsi que les membres des communautés, l'organisation des réunions et formations sur la gouvernance, etc.

La mission a également souligné des opportunités importantes de redressement, portées par l'implication de la société civile à travers le GTCRR, l'intérêt manifeste des autorités territoriales et le potentiel des structures communautaires existantes. Le renforcement des capacités réalisé au cours de la mission constitue un levier essentiel pour améliorer la qualité du suivi-évaluation décentralisé REDD+ et renforcer la redevabilité du projet.

Au regard de ces éléments, une relance urgente, structurée et participative des activités s'avère indispensable. Celle-ci devra s'appuyer sur l'opérationnalisation effective des CLD, une meilleure coordination de terrain, l'installation d'un mécanisme de gestion des plaintes et recours ainsi que la mise en œuvre d'actions visibles à impact socio-économique et environnemental. Une telle dynamique est nécessaire pour restaurer la crédibilité du projet, renforcer l'appropriation communautaire et garantir l'atteinte des objectifs de développement durable et de réduction des émissions liées à la déforestation poursuivis par le PIREDD/KORLOM.



DEFIS DU SUIVI TERRAIN

Défis	Stratégies de Mitigation
Logistique insuffisante permettant de couvrir plus de villages pendant le suivi terrain	Avec la logistique disponible, seulement 2 villages plus accessibles ont été couverts par la mission
Nombre de jours de mission terrain insuffisant	Un seul jour de mission a été retenu facilitant la collecte de données impliquant les OSC membres du GTCRR dans une zone plus proche avec des moyens financiers adaptés.
Implication limitée des membres formés en Suvi-Evaluation dans la mission terrain	Au vu du moyen financier limité, quelques membres ayant participé au suivi REDD sur terrain.
Difficulté de maîtrise de langue locale (Tshiluba)	Recourir aux staffs membres du GTCRR pour interprétation des avis des communautés

RECOMMANDATIONS

AU BAILLEUR

- Appuyer la relance effective et accélérée du projet PIREDD/KORLOM à travers un suivi rapproché de la mise en œuvre des activités prioritaires à fort impact socio-économique et environnemental ;
- Renforcer les exigences de redevabilité et de résultats visibles, en conditionnant les décaissements futurs à l'exécution effective des activités prévues sur le terrain ;
- Soutenir le renforcement des capacités locales, notamment en matière de gouvernance communautaire, de suivi-évaluation et de mécanismes de gestion des plaintes et recours ;
- Encourager l'intégration d'une stratégie claire d'impact socio-économique afin de consolider l'adhésion et la confiance des communautés bénéficiaires.

A L'AGENCE DE MISE EN ŒUVRE

- Accélérer le démarrage effectif des activités prévues, en particulier celles liées à l'agriculture durable, à l'agroforesterie, au reboisement et aux activités génératrices de revenus ;
- Assurer l'opérationnalisation des Comités Locaux de Développement (CLD) à travers un accompagnement technique, organisationnel et des formations pratiques régulières ;
- Légaliser ces structures de gouvernance locale auprès des autorités compétentes afin de renforcer leur durabilité.
- Améliorer la coordination de terrain avec les autorités territoriales, les services techniques de l'État et les structures communautaires ainsi que la société civile environnementale
- Mettre en place un système de communication et d'information régulier permettant de partager les avancées, les contraintes et le calendrier des activités avec les parties prenantes locales ;
- Déployer un dispositif de suivi-évaluation fonctionnel et participatif, en lien étroit avec le GTCRR et les outils développés par le CIFOR.
- Distribuer des pépinières supplémentaires dans le village où le chef de village a brûlé par accident les premières pépinières mises en place tout en renforçant la sensibilisation entre les autorités locales et les parties prenantes au projet.
- Disponibiliser les outils de Suivi REDD standards dans toutes les provinces pour faciliter le Suivi par les OSC membres du réseau

A L'EQUIPE DE SUIVI GTCRR

- Poursuivre et renforcer le suivi décentralisé et participatif des activités REDD+ sur le terrain ;
- Utiliser de manière systématique les outils de suivi-évaluation et de gouvernance (notamment l'outil « Où en sommes-nous ? ») lors des missions de suivi ;
- Renforcer le dialogue avec les communautés et les autorités locales afin d'améliorer la remontée des informations et la redevabilité du projet ;
- Documenter régulièrement les constats, bonnes pratiques et défis afin d'alimenter les instances nationales de pilotage REDD+.
- Utiliser (Mettre en place) des points focaux dans les territoires afin de documenter toute alerte ou dysfonctionnement dans la mise en œuvre des projets et cela en temps réel.

AU PARTENAIRE DU GTCRR (CIFOR)

- Soutenir les efforts de mobilisation communautaire et de sensibilisation autour des objectifs et activités du projet ;
- Accompagner le renforcement des capacités des OSC locales impliquées dans le suivi REDD+.
- Appuyer la diffusion des enseignements tirés du suivi terrain afin de contribuer à l'amélioration globale de la gouvernance REDD+.
- Accompagner le GTCRR à mettre en place les outils de Suivi participatifs et les méthodologies standards permettant d'organiser un suivi efficace.

1. OUTIL DE COLLECTE DE DONNEES



2. PHOTOS DU TERRAIN

